

International

MEXIQUE : LES DÉFIS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES DE CLAUDIA SHEINBAUM FACE AUX ENJEUX INTERNES ET EXTERNES

Humberto Morales Moreno

22/10/2026

Deux ans après sa prise de fonction à la tête du gouvernement mexicain, Claudia Sheinbaum affiche des résultats encourageants dans sa lutte contre les narcotrafiquants. Sous la pression croissante de Washington, elle reste toutefois confrontée à de multiples défis, tant sur le plan intérieur qu'en politique étrangère. Humberto Morales Moreno, professeur à l'université de Puebla (Mexique), décrypte ces enjeux.

Dans cette note, l'analyse est portée sur les défis internes et externes auxquels la présidente Claudia Sheinbaum est confrontée dans le contexte politique, économique et sécuritaire au Mexique. Une comparaison est réalisée entre la politique¹ du président Andrés Manuel López Obrador (2018-2024) et les défis rencontrés deux ans après la victoire électorale du 2 juin 2024 par l'administration actuelle.

Bilan du mandat d'Andrés Manuel López Obrador

Le gouvernement progressiste d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) (2018-2024) n'avait pas caché son manque d'intérêt pour les questions internationales, en déclarant que la « meilleure politique étrangère était la politique intérieure ». À l'époque, la nomination de Marcelo Ebrard au poste de ministre des Affaires étrangères fut perçue positivement à Paris, non seulement grâce à ses racines familiales françaises et son passage par l'École nationale d'administration (ENA), mais aussi du fait de son poids politique au sein du gouvernement d'AMLO. Deux facteurs ont éveillé l'intérêt du président mexicain au niveau international. Premièrement, les relations diplomatiques avec l'Espagne : que ce soit en rapport avec le passé colonial² ou le *crony capitalism*³ des grandes entreprises espagnoles avec les membres du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et du Parti action nationale (PAN), deux partis conservateurs. Deuxièmement, au sujet de la nouvelle politique

énergétique du président : celle-ci vise à rétablir le contrôle d'État sur cette filière, qui a été progressivement libéralisée depuis une vingtaine d'années, notamment dans les énergies renouvelables. Plusieurs entreprises françaises y ont investi. Par ailleurs, le nouveau gouvernement mexicain cherchait à récupérer des œuvres d'art préhispaniques, déposées dans les collections de plusieurs institutions culturelles européennes, ainsi que dans des collections de particuliers fortunés. La France va soutenir cette initiative.

Emmanuel Macron, dans la période AMLO, n'avait pas fait de l'Amérique latine une priorité de sa politique étrangère. Ce sont donc les ministres des Affaires étrangères qui incarneront cette relation bilatérale. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, s'est rendu au Mexique à quatre reprises – y compris durant la pandémie de Covid-19 –, tandis que son homologue mexicain est lui aussi venu en France, dans le cadre de visites bilatérales ou bien pour participer à des sommets internationaux. La relation bilatérale France-Mexique est particulièrement dense, que ce soit en matière économique, éducative, culturelle ou scientifique. Le Mexique abrite la plus importante communauté française d'Amérique latine et, en 2021, le Quai d'Orsay ouvre à Monterrey son premier consulat général dans le monde depuis plus de douze ans. Le volume des échanges économiques n'a cessé d'augmenter et s'est diversifié, contribuant à attirer de nouvelles entreprises françaises au Mexique, malgré une modernisation très récente du traité de libre-échange entre l'Union européenne et Mexico.

Selon certains observateurs, cette relation bilatérale a été marquée par la volonté d'élargir l'horizon commercial des entreprises françaises, tout en consolidant un partenaire latino-américain pour traiter des questions régionales. Par ailleurs, le vote du Mexique en faveur du multilatéralisme à la française, dans le cadre des organisations internationales, a toujours été bien accueilli. À l'inverse, le Mexique a perçu la France comme un partenaire distant, parfois proactif, mais toujours marqué par la discontinuité.

L'héritage des défis extérieurs du mandat d'AMLO

Le 2 juin 2026 marque le deuxième anniversaire de la victoire électorale de Claudia Sheinbaum au Mexique, ainsi que la continuité du second mandat de Donald Trump aux États-Unis. Cette donnée change fondamentalement le lien géopolitique entre les deux pays. Déjà durant la présidence d'AMLO, il existait de nombreux dysfonctionnements bilatéraux :

- **des décennies de corruption nationale et internationale dans le trafic de toutes sortes de drogues.** Plus récemment, c'est le fentanyl, particulièrement meurtrier, qui a alerté le gouvernement américain. Malgré les efforts déployés sous le slogan « *Abrazos, no balazos*⁴ »,

les trafiquants de drogues ont profité des échéances électorales de juin 2024 pour faire irruption dans de nombreux gouvernements locaux. Ce procédé politique leur a permis d'obtenir le contrôle de certains territoires ou de régler des comptes avec les cartels ennemis. Une large partie de la violence ciblée au Mexique se produit au niveau des États et au niveau local. En cause, certains gouvernements qui ont été faibles ou de connivence avec ces organisations, toujours en étroite relation avec des mafias établies aux États-Unis⁵ ;

- **la crise migratoire**. Le Mexique a décidé d'intensifier la surveillance et la détention des migrants illégaux au cours du mandat d'AMLO, plus qu'au cours de toutes les décennies précédentes. Une différence majeure par rapport à la politique migratoire des États-Unis (et de l'Union européenne) réside dans le fait que l'immigration illégale n'est pas criminalisée et que des quotas ne sont pas établis à l'intérieur du pays. Le nouveau mandat de Donald Trump a bouleversé la question migratoire : les migrations frontalières ont été stoppées ; les visas d'asile politique pour entrer sur le territoire américain, les stratégies de contrôle et l'activisme de protection de migrants mexicains ont entraîné une large contribution consulaire. À ce titre, Marco Rubio, secrétaire d'État américain, envisagerait la fermeture de certains bureaux diplomatiques ;
- **l'avenir du T-MEC**⁶. Pendant l'administration d'AMLO, le T-MEC représentait un accord commercial trilatéral avec des chapitres de réglementations tarifaires très favorables pour l'exportation d'automobiles, le transport de marchandises mexicaines ainsi que de fournitures électroniques. Pour les États-Unis, la balance commerciale avec le Mexique s'est progressivement détériorée : pendant le sextennat d'AMLO, le déficit américain affichait 80 milliards de dollars en moyenne, avant d'atteindre 171,8 milliards en 2024, l'année de l'arrivée de Claudia Sheinbaum au pouvoir. Ces données permettent notamment de comprendre pourquoi Donald Trump souhaite augmenter les droits de douane entre les deux pays. Cette position s'inscrit plus largement dans sa politique commerciale globale, en particulier dans le cadre de sa compétition économique avec la Chine.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Claudia Sheinbaum : les défis extérieurs

Le combat contre le narcotrafic et l'insécurité intérieure face aux chantages et pressions politiques de Donald Trump

Il est évident que l'administration de la Maison-Blanche n'a aucun intérêt à combattre le narcobusiness au Mexique. L'affaire Juan Orlando Hernández, ancien président du Honduras condamné à quarante-cinq ans de prison pour trafic de drogue⁷ aux États-Unis et gracié par Donald Trump en décembre dernier, en est un exemple. Au Mexique, Claudia Sheinbaum a décidé de nommer Omar Hamid García Harfuch comme nouveau Secrétaire à la sécurité et à la protection des citoyens. La réforme promue par l'exécutif fédéral a accordé des pouvoirs supplémentaires au ministère, dont la consolidation de la garde nationale, qui mène à une collaboration proche avec les nouveaux chargés américains de sécurité. L'époque « Abrazos, no balazos » semble révolue. De fait, la souveraineté de l'État mexicain est menacée par le trafic de fentanyl et la pression américaine qui en découle. Depuis l'arrivée au pouvoir de Claudia Sheinbaum, plus de 7000 criminels présumés liés au crime organisé ont été arrêtés, plusieurs dizaines de tonnes de stupéfiants ont été saisies et des centaines de laboratoires de méthamphétamines ont été démantelés. Ces opérations à fort impact reflètent non seulement l'engagement de cette administration à améliorer les indices de perception de la sécurité citoyenne, mais il semble aussi évident qu'il existe un véritable engagement politique pour mettre fin aux cartels. Il en va de la pérennité de l'ambitieux programme économique de la présidente, ainsi que du bon déroulement de célébrations sportives, telles que la Coupe du monde de la Fifa 2026. Ainsi, la présidente, en presque deux ans de gouvernement, a réalisé des progrès qui lui ont valu le soutien populaire des Mexicains. À l'inverse, les affaires concernant Rubén Rocha Moya, ainsi que d'autres responsables politiques de la coalition au pouvoir, soupçonnés d'avoir des liens avec le crime organisé, placent Claudia Sheinbaum devant un problème de « nettoyage » au sein même de son propre camp politique. Certaines alliances ou infiltrations qui ont pu être tolérées ou utiles dans la construction politique de Morena⁸ en 2018 deviennent aujourd'hui beaucoup plus difficiles à maintenir, notamment sous la pression croissante des États-Unis et de Donald Trump.

Contrecarrer la pression américaine

Le 22 mai 2026, Claudia Sheinbaum a commencé à élargir ses liens avec l'Union européenne (UE). Les investisseurs européens souhaitent offrir des échanges commerciaux favorables dans les énergies renouvelables, les activités culturelles, sportives et éducatives. Ce volet est stratégique pour le Mexique, qui tente de s'extraire de ses relations traditionnelles avec les États-Unis et le

Canada.

Les projets d'investissements avec le Brésil

C'est le cas notamment par rapport aux compagnies pétrolières. L'objectif n'est pas uniquement de relancer l'exportation du pétrole, mais aussi d'asseoir une autonomie progressive dans un contexte d'incertitudes vis-à-vis des marchés et des turbulences mondiales.

Les accords politiques avec des pays progressistes comme l'Espagne⁹, le Brésil, la Colombie ou l'Uruguay

La déclaration de Claudia Sheinbaum au sommet de Barcelone marque un virement très intéressant de la politique extérieure mexicaine, qui ne suit pas nécessairement les mêmes logiques que pour la politique intérieure. Dans un environnement où l'extrême droite est particulièrement agressive, il faut distinguer le progressisme mexicain qui vire du centre vers une gauche¹⁰ parfois plus radicale que celle que nous trouvons en Europe, par exemple en France et en Espagne.

Claudia Sheinbaum : les défis intérieurs

L'ascension au pouvoir de la première présidente a marqué une étape remarquable dans l'histoire du système politique présidentiel au Mexique. Alors que ces prédécesseurs étaient principalement issus de formations en droit ou en économie, de l'administration ou d'une carrière militaire, Claudia Sheinbaum se distingue par son parcours scientifique. Les Mexicains attendent une vraie transformation du bilan technologique et de l'industrie nationale. Ci-dessous, quelques progrès dans ce domaine :

- création du Centre national de fabrication des semi-conducteurs (Kutsari) ;
- modernisation technologique dans la gestion de l'administration publique ;
- projet Olinia de fabrication de voitures légères électriques à prix convenables pour les classes moyennes ;
- élargissement du réseau universitaire pour les plus défavorisés pour la formation de médecins, infirmiers, ingénieurs, administratifs, ainsi que dans les sciences humaines (Université Rosario Castellanos et Polytechniques) ;
- déploiement des investissements publics-privés dans les filières électriques, pétrolières, minières, des énergies renouvelables, et gestion des enjeux diplomatiques avec les États-

Unis qui souhaitent progressivement limité leurs importations. Le projet de l'entreprise de Methanol dans l'État de Sinaloa, paradis des narcotrafiquants du cartel de Sinaloa, mené par des investisseurs américains (Black Rock), montre très bien le quiproquo de la guerre contre la drogue au Mexique.

Dès le premier jour de son mandat, la présidente a voulu s'investir sur les questions de sécurité. Voici une liste des actions les plus importantes de son mandat.

- Le gouvernement de Claudia Sheinbaum a œuvré pour la sécurité publique. En effet, plus de 20 000 arrestations ont été effectuées pour des crimes à forte gravité, sécurisant 154 tonnes de drogue et plus de 10 000 armes à feu. De plus, près de 900 laboratoires clandestins ont été détruits, ce qui a contribué à réduire la violence dans diverses régions du pays (2025-2026). Au niveau institutionnel, le ministère de la Sécurité et de la Protection des citoyens a été renforcé sous la direction d'Omar Hamid García Harfuch. L'instance a reçu des ressources et des capacités accrues pour ses opérations de renseignement et d'intelligence policière, afin de garantir une plus grande capacité opérationnelle. Le personnel de la Garde nationale a été transféré au ministère afin qu'il puisse renforcer sa structure. Par ailleurs, la présidente a encouragé la création de différentes lois visant à améliorer la coordination entre les forces fédérales, les États et les municipalités. Tous ces progrès en matière de sécurité ont porté un coup dur au crime organisé. Par conséquent, les gangs ont réagi de manière violente dans le but d'intimider le gouvernement. Les meurtres récents de Ximena Guzmán et José Muñoz, de très proches collaborateurs de la maire de Mexico, Clara Brugada, en sont des exemples.
- Faut-il juger les mauvais gouvernants et politiciens issus de la coalition héritée par AMLO ou accepter leur extradition vers les États-Unis ? Cette problématique est particulièrement difficile à résoudre au vu de la tradition américaine de négociations avec les mafias et de leur utilisation pour des motifs politiques¹¹. Claudia Sheinbaum pense se réserver – par *la raison d'État* – la possibilité de juger les politiciens les plus impliqués, et de laisser passer ceux qui peuvent éventuellement faire partie d'un accord d'extradition. Le Mexique n'est pas le Venezuela. Bien que des cartels se soient infiltrés au sein des gouvernements locaux et des forces de sécurité régionales, le Mexique ne peut être considéré comme un « Estado-Narco ». La démocratie et les réformes progressistes sont plus que remarquables face aux régressions démocratiques et sociales du voisin étatsunien.
- Pour Claudia Sheinbaum, le défi intérieur le plus conséquent réside dans l'amélioration de la politique socio-économique « Primero los pobres »¹². Durant les quatre ans de mandat qu'il lui reste, la présidente aura la charge de réduire les inégalités sociales persistantes, notamment

dans les secteurs de la santé, de l'éducation formelle et des services publics. Une réforme fiscale progressive permettrait de développer une politique de rétribution sociale plus efficace face au cycle économique de croissance, encore faible, faisant craindre un endettement dangereux dans les prochaines années.

Pour la troisième fois de son histoire, le Mexique a accueilli une Coupe du monde de football, partagée cette année avec le Canada et les États-Unis. C'est le résultat d'un compromis obtenu en 2015 pendant la présidence de Enrique Peña Nieto. Claudia Sheinbaum a décidé de faire une fête « pragmatique » au milieu de la présence de Coca-Cola et de la Fifa, fortement contestés par le grand public mexicain. Une jeune femme de 21 ans a gagné un concours pour occuper le siège de la présidente le jour de l'inauguration. Claudia Sheinbaum a, quant à elle, regardé le match depuis le centre historique de la capitale. Le bilan a été très favorable : l'image internationale du Mexique s'est trouvée valorisée et, très récemment, l'Union européenne a voté au Parlement la continuation et la mise en place de l'accord commercial avec le Mexique.

1. À la fois étrangère et intérieure.
2. Reconnaissance des violences commises durant la conquête de l'Amérique par le gouvernement de Felipe VI.
3. Capitalisme de connivence, en français. Ce terme décrit une économie capitaliste où le succès dépend de relations étroites avec les représentants du gouvernement.
4. « Des câlins, pas des tirs ».
5. Le trafic de fentanyl se trouve lié au trafic d'armes réservé aux forces armées américaines qui sont exportées d'une façon mystérieuse par la frontière nord du Mexique.
6. ACEUM en français (Accord Canada-États-Unis-Mexique), anciennement ALENA (Accord de libre-échange nord-américain).
7. Marie Griffon, « [Honduras : l'ex-président Juan Orlando Hernandez devant la justice pour corruption](#) », RFI, 3 août 2026.
8. Le parti présidentiel.
9. Avec une relation bilatérale plus proche grâce aux convictions du roi Felipe VI d'étendre les liens culturels et historiques avec le Mexique, pays invité au prochain sommet ibéro-américain à Madrid en 2028.
10. Une sorte de social-démocratie avec de très forts engagements vers les salaires au minimum universel, la santé publique universelle, les droits politiques de toutes les minorités sociales, etc.
11. Et non pour des raisons de sécurité citoyenne.
12. « Les pauvres d'abord », en français.